

Éric Lombard : « Face aux menaces de Trump, nous devons rester droits dans nos bottes »

Impôts, retraites, déficit, temps de travail, mais aussi menaces de Donald Trump... un mois après sa nomination à la tête de Bercy, Éric Lombard s'exprime dans une longue interview dans Les Echos. Invité à définir sa ligne économique, il se dit « pro-entreprises » et « pragmatique », ajoutant qu'il faut « de la stabilité et de la visibilité pour ramener la confiance. » Si le budget « est voté début février, sans hausses d'impôts nouvelles par rapport à ce qui a été voté au Sénat, ce sera un contre-choc positif. Cela donnera de la visibilité et fera baisser l'incertitude », assure le ministre, qui évoque aussi comme éléments de confiance la trajectoire de réduction du déficit, le « dialogue [...] avec tous les partis » et « la reprise du dossier des retraites avec des modalités nouvelles sans dégrader les comptes publics ». Face à Donald Trump, Éric Lombard estime que l'UE « dispose des outils réglementaires pour engager le dialogue » et « a des atouts (...) pour mener à bien ces discussions. » Interrogé sur la taxation des grands groupes américains, « nous allons évidemment continuer d'appliquer nos règles et nos lois, répond le ministre. Face aux menaces de Donald Trump, il me paraît très important de rester droit dans nos bottes. » En France, il conteste un virage sur la politique de l'offre et rappelle les choix au sujet de la surtaxe de l'impôt sur les sociétés et des allègements de charge. Le relèvement de la flat tax « n'est plus d'actualité, ni aujourd'hui ni demain », affirme-t-il. « Revenir à 3 % de déficit en 2029 sera très dur, prévient-il. Mais c'est indispensable » « La répartition des efforts futurs sera un sujet politique essentiel, sur lequel nous serons transparents », conclut le ministre. (Les Echos, p.2)

Bercy veut renforcer la souveraineté de la France en 2025

Le Figaro détaille les missions de Thomas Courbe. « Le premier axe pour l'année est de répondre au constat du rapport Draghi », expose le chef de la DGE. Malgré les coupes budgétaires, « nous continuons la politique de l'offre », assure-t-il. La transition énergétique est érigée en atout. « Nous mettons en œuvre la décarbonation des entreprises depuis 2022 dans tous les secteurs. Cette planification est la plus avancée dans l'industrie », se félicite Thomas Courbe. La Chine est surveillée de près. « Nous voulons installer en Europe un système de différenciation valorisant les produits vertueux sur le plan environnemental. Cela a été fait dans le règlement sur les batteries. Des discussions sont en cours dans le cadre du règlement écoconception », souligne le haut fonctionnaire. L'accélération dans l'IA est l'autre dossier brûlant. Face aux Etats-Unis, la France fait figure de Lilliputien mais ambitionne de devenir « le leader de l'IA en Europe ». La DGE développe à cette fin « une politique globale de l'offre sur l'IA ». Thomas Courbe annonce ainsi que « 1 000 PME ont été sensibilisées en 2024, et CCI France doit sensibiliser 20 000 PME et TPE françaises à l'IA en 2025 ». (Le Figaro, p.22)